11 février 2010 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, notamment sur l'action de l'Union européenne face au déficit budgétaire de la Grèce, à Bruxelles le 11 février 2010.

MME ANGELA MERKEL - Puisque nous sommes dans la salle de presse française, je commencerai en allemand. Mesdames et Messieurs je suis heureuse de pouvoir vous dire avec le président de la République Nicolas SARKOZY, de pouvoir vous rapporter sur ce Sommet européen informel.

Nous avons travaillé essentiellement sur trois thèmes. D'une part la stabilité de la zone euro, deuxièmement une nouvelle stratégie de croissance et nous avons également débattu des problèmes internationaux £ et je mettrai l'accent sur les deux premiers points.

Tout d'abord nous connaissons tous les problèmes qui se posent dans l'union monétaire européenne avec la Grèce et aujourd'hui nous avons émis un signal politique très clair avec le gouvernement grec.

Premièrement, la Banque centrale européenne et la Commission considèrent que l'engagement grec de baisser le déficit de 4% du PIB est suffisant et est une bonne chose. D'autre part, le Premier ministre grec a dit clairement que la Grèce ferait tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en oeuvre cette appréciation positive de la Commission et de la Banque centrale européenne. Il y aura d'autres discussions. Au mois de mars, nous ferons un nouveau bilan commun. Et si la Grèce peut entreprendre des mesures additionnelles, c'est évidemment une bonne chose.

Tous les Etats membres de la zone euro affirment être liés par le pacte de stabilité. Les Etats membres accompagnent ce processus, soutiennent ce processus. Nous connaissons notre responsabilité pour ce qui est de la stabilité de la zone euro. Nous faisons partie d'un même ensemble mais il y a des règles et donc il était important que la Grèce dise clairement aujourd'hui qu'elle ne nous demande pas d'argent. Nous avons discuté de ce qu'il y avait lieu de faire, des questions importantes pour arriver à une position commune très rapidement. Les 24 Etats membres sont arrivés très rapidement à une proposition commune en la matière.

Deuxième point : la France et l'Allemagne se sont préparées intensivement à la préparation de la nouvelle stratégie Union européenne 2020 et ceci depuis le Conseil des ministres franco-allemand
de la semaine dernière.

Nous disons que l'Union européenne doit mieux coopérer. Au lendemain de la crise, nous devons en tirer les enseignements. Ce qui veut dire d'abord qu'en tant que chefs d'Etat et de gouvernement, nous nous considérons comme un gouvernement économique des 27. Il faut mieux nous coordonner et il faut également avoir une position plus homogène et plus efficace face au monde extérieur. Ce qui veut dire que nous, la France et l'Allemagne, avons apporté cette

idée.
Nous misons sur un concept moderne de croissance, basé sur le développement durable, sur la sécurité qui tienne compte de la nouvelle démographie des Etats membres. Le président de la Commission, le président du Conseil ont dit de façon très claire la situation réelle. Nous sommes d'accord pour nous concentrer sur un petit nombre de points mais qu'il faudra mettre en application ensemble. La crédibilité est la chose la plus importante pour un gouvernement économique européen. La France et l'Allemagne ont montré clairement que nous poursuivions des objectifs très ambitieux cette année puisque la France prendra la présidence du G20. Nous aurons besoin d'une nouvelle architecture monétaire, d'une nouvelle architecture des marchés financiers adaptés au XXIème siècle. Il appartient à l'Europe d'en être le moteur. Et nous entreprendrons également des efforts extrêmement ambitieux pour ce qui est de la lutte contre le réchauffement climatique.
Et voilà pourquoi nous sommes ensemble devant vous. Nous voulons apporter tout notre soutien à la Commission et au Conseil, nous qui sommes deux grands pays de l'Union européenne. Nous avons le devoir d'apporter notre contribution pour une coordination européenne plus étroite parce que depuis la question des prix des matières premières jusqu'à la protection du climat, aucun pays ne peut assumer à lui seul ses engagements et réaliser seul ses objectifs. Nous sommes liés, nous sommes ensemble et la France et l'Allemagne entendent être ici le moteur qui fait avancer l'ensemble du processus.
LE PRESIDENT - Je vais être très bref parce que naturellement, je partage en tous points ce que vient de dire la Chancelière. Nous travaillons d'arrache-pied depuis plusieurs jours. Nos positions sont absolument communes. Nous avions dit au Sommet franco-allemand que nous voulions assurer nos responsabilités. Nous avons affirmé notre soutien à la Grèce, la crédibilité que nous apportions aux engagements du gouvernement grec. Nous le disons en parfait accord avec la Commission et avec la Banque centrale européenne. Nous avons pris note - et c'est très important - de l'engagement du gouvernement grec à faire davantage pour respecter les 4% de réduction du déficit si c'était nécessaire. Nous avons mis en place un « monitoring », une surveillance mensuelle des engagements qui ont été pris par la Grèce et l'évolution de la situation. La première revue se fera au mois de mars et c'est dans ces conditions que nous avons décidé du principe de soutien à la Grèce, à son plan et à ses objectifs. Naturellement, l'Allemagne et la France sont main dans main face à cette situation.
Deuxièmement, ce qui c'est passé est très important, parce que je n'ai pas entendu un seul pays contester la nécessité du gouvernement économique de l'Europe que nous avons proposé avec la Chancelière. Tout le monde était d'accord. C'est l'une des leçons de la crise, il y a besoin d'un gouvernement économique de l'Europe. Ce gouvernement économique, c'est le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement à 27. C'est une réalité.
Alors le gouvernement économique, cela veut dire que dans le cadre de ce Conseil on va évaluer la situation, on va coordonner les politiques, on va organiser les initiatives, c'est quelque chose d'extrêmement important qui fait l'objet d'un consensus autour de la table.
Troisièmement, consensus également pour que l'ensemble de l'Europe prenne des positions fortes sur des questions dont nous avions parlé avec Madame MERKEL : la réforme du système monétaire international £ les suites de la réunion de Copenhague, insatisfaisante à bien des égards, avec le rendez-vous de Bonn qui est préparé par la Chancelière £ la question de la volatilité du prix des matières premières. Sur toutes ces questions, nous allons travailler ensemble. Bien sûr, nous, nous souhaitons que l'Europe prenne des positions, mais enfin, dans le cadre de la présidence du G20, main dans la main avec la Chancelière, nous ferons des propositions, notamment sur la question monétaire.
Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que nous avions dit au Sommet franco-allemand, c'était une première étape aujourd'hui à Bruxelles, et je crois que l'on peut dire tous les deux que l'initiative d'Herman VAN ROMPUY était excellente de faire ce Conseil informel. Et je dois dire aussi que nous avons travaillé avec lui en totale confiance et dans un climat en tout point excellent.
QUESTION - Sur la Grèce, vous venez d'adopter une déclaration politique. Qu'est-ce qui vous fait penser que cette déclaration politique suffira à décourager les spéculateurs et si cela n'était pas le

penser que cette déclaration politique suffira à décourager les spéculateurs et si cela n'était pas le cas, est-ce que la France et l'Allemagne sont prêtes à mettre la main au portefeuille pour venir en aide à la Grèce ?
MME ANGELA MERKEL - Par le passé, pendant toute la crise économique, nous avons vu régulièrement à quel point la confiance politique est importante. Lorsque dans nos systèmes nationaux, nous avons accordé des garanties, cela a eu une très grande importance. Ce que nous disons aujourd'hui, c'est que, premièrement, il faut respecter les règles, mais la Grèce est des nôtres. D'autre part nous avons besoin d'une réelle fiabilité dans ce que fait la Grèce, fiabilité à l'égard des Etats membres, de la Commission, de la Banque centrale européenne, en prenant en compte les positions du FMI. Il faut retrouver cette fiabilité pour rétablir une réelle confiance au niveau des marchés.
Notre contribution, si je parle de la France et de l'Allemagne, notre contribution, c'est un poids qui est d'une importance non négligeable pour les marchés. En même temps, il y a la volonté du Premier ministre grec de faire tous les efforts requis. Et de faire ce que la Commission et la Banque centrale européenne estiment nécessaire. Ce sont de gros progrès qui permettront la confiance.
LE PRESIDENT - La question qui se posait : est-ce que la Grèce est prête à faire davantage pour respecter scrupuleusement l'objectif des 4% ? La réponse est oui. C'est clair, c'est sans ambiguïté et c'est un geste courageux du Premier ministre grec.
Deuxième question : est-ce que la BCE, la Commission, les Etats membres portent la même analyse sur le sérieux de cet engagement ? La réponse est oui.
Troisième question : est-ce qu'à l'intérieur de la zone euro et plus largement à l'intérieur de l'Europe il y a une solidarité à l'endroit de la Grèce ? La réponse est encore oui.
Quant aux modalités, nous ne les préciserons pas et nous ne rentrerons pas dans les détails. Nous avons apporté trois réponses sans ambigüité et moi, je ne sais pas, la déclaration politique, je la trouve assez précise. Et quand il y a eu la crise bancaire, nous avions eu, Madame MERKEL et moi, à gérer dans les mêmes conditions - je me souviens encore du sommet de l'Elysée - une situation complexe. Les questions qui étaient posées ont obtenu des réponses qui sont sans ambigüité. Pour le reste, nous nous en tenons à cette réponse.
QUESTION - Je crois que les règles interdisent d'accorder des aides financières à la Grèce. Je crois que la Cour constitutionnelle allemande pose des obstacles additionnels. Il n'empêche que, dans l'avant-dernier alinéa de votre déclaration, vous n'excluez pas des aides financières. Pourquoi cette option possible ?
MME ANGELA MERKEL - Non, nous avons fait une déclaration tout à fait politique. Nous disons que l'Union européenne est aux côtés de la Grèce - et c'est pour moi la priorité et, en même temps, il est nécessaire que la Grèce mette en oeuvre son programme et cela, c'est un signal extrêmement fort. Et ce qui est très important à mes yeux, c'est que la BCE et la Commission fixent clairement les lignes, les caps que tous les chefs d'Etat et de gouvernement y apportent leur soutien. Quant au reste, l'appui politique peut également prendre la forme suivante : nous encourageons la Grèce, nous montrons que les autres pays respectent leurs critères de stabilité, ce qui fait un bloc puissant même s'il y a l'un des acteurs qui est un peu affaibli pendant une période transitoire.
QUESTION - Il semble que Monsieur TRICHET ce matin ait beaucoup insisté sur un strict respect du traité de Lisbonne. Est-ce que cela veut dire qu'il n'y aura pas d'intervention du tout de la Banque centrale européenne si les problèmes de la Grèce continuent ? Et, tout de même, est-ce que vous ne voudriez pas nous donner quand même quelques éléments supplémentaires sur les mesures concrètes envisagées si demain il y a des problèmes. Par exemple, rachat d'obligations grecques par des banques publiques ou semi-publiques, modulations en fonction du poids des interventions des pays....
LE PRESIDENT - Je crains que vous n'ayez pas compris ce que l'on a dit. Pourquoi ? C'est une affaire sérieuse que nous avons traitée sérieusement, ensemble, chacun dans son rôle. La Banque centrale européenne, le Président stable, le Président de la Commission et l'ensemble des Etats. Nous adressons un signal très clair. S'il devait y avoir d'autres évènements, peut-être

alors aurons-nous l'occasion de vous rencontrer et de répondre à d'autres questions. La Grèce fait partie de la zone euro, la Grèce fait partie de l'Europe, nous soutenons la Grèce. Et, par ailleurs, le Premier ministre grec a pris des engagements supplémentaires et je crois que chacun peut comprendre que nous nous en tenons à cette déclaration qui est à la fois forte, précise et sans ambigüité. Et nous n'avons aucun intérêt et aucune intention de favoriser je ne sais quel mouvement plus ou moins intéressé en la matière. On avait un travail à faire, on l'a fait. Les positions à prendre, on les a prises.

MME ANGELA MERKEL - Il est extrêmement important - et c'est bien ce que nous avons appris dans la crise économique - de parler des problèmes qui se posent et la Grèce n'a pas demandé le moindre soutien financier. La Grèce a dit : « nous sommes prêts à mettre en oeuvre notre programme et nous sommes prêts à soumettre l'exécution de notre programme au jugement positif de la BCE et de la Commission ». Et cela, c'est le meilleur message possible pour l'euro aujourd'hui. C'est extrêmement important, parce que le monde entier a les yeux braqués là-dessus et nous en savons vivement gré au Premier ministre grec.

QUESTION - Madame la Chancelière, Monsieur le Président, après la rencontre du Parti socialistes européen hier, on pourrait avoir l'impression que certains auraient peut-être imaginé des engagements financiers plus concrets en direction des Grecs. Est-ce que, de la part des chefs d'Etat et de gouvernement, il y a eu des avancées en ce sens, des propositions en ce sens ou bien est-ce qu'à plus long terme, au-delà du mois de mars, si jamais ce que fait la Grèce ne devait pas être suffisant, est-ce que c'est une option possible ?

LE PRESIDENT - Il y aura un « monitoring » chaque mois. Le prochain, en mars. A ce moment là, nous examinerons la situation. Mais la Chancelière a dit quelque chose d'important : la Grèce n'a pas demandé d'aide financière. Voilà. C'est important les mots, cela a un sens.

Donc nous avons pris un engagement de soutien, de solidarité, de rigueur et de transparence côté grec. Soutien et solidarité, côté européen £ rigueur et transparence côté grec. Voilà ce qui a été décidé. Pour le reste nous restons naturellement en contact. On n'a même pas besoin d'un « monitoring » tous les mois mais nous restons en contact.

S'il y avait une dernière question ?

QUESTION - Excusez-moi de revenir là-dessus, je crois que je n'ai pas bien compris non plus. J'ai l'impression qu'on se retrouve comme il y a un an, lors de la crise des banques, c'est-à-dire que vous aviez commencé par faire des déclarations politiques et cela s'est révélé insuffisant et vous avez dû chacun, chaque Etat prendre des engagements précis, financiers, de garantie aux banques. L'année dernière, il n'y avait pas de banque européenne qui demandait immédiatement de l'argent. Là, quels sont vos outils concrets pour aider la Grèce si jamais dans deux mois elle n'arrive pas à se refinancer sur les marchés ?

Et une question à Madame MERKEL, est-ce que vous confirmez que le Bundestag, dans une étude juridique, dit qu'un prêt bilatéral de l'Allemagne est contraire au traité européen.

LE PRESIDENT - Si évidemment chacun pose la même question dans sa langue, je crains de lasser l'auditoire avec la même réponse. Cependant, Monsieur Leparmentier apporte une idée nouvelle, vous nous dites : « on gère donc là comme on avait géré il y a un an les banques ». Permettez-moi de vous dire que cela n'a pas été si mal géré, puisque le monde entier a considéré que le plan de soutien européen aux banques avait été pertinent, qu'il y en avait eu qu'un seul, à la différence d'autres pays qui en avaient annoncé trois successivement et que nous avions su réagir à temps. Notre rôle n'est pas de créer l'agitation, n'est pas de favoriser la spéculation et n'est pas de nous projeter dans des scénarios de plus en plus difficiles. Notre rôle, c'est de prendre les décisions que l'on attend de nous au moment où elles se posent, sans aucune ambigüité. La Grèce n'est pas seule, et la Grèce est décidée à faire les efforts qu'on lui demande. C'est la réponse de l'Union européenne, c'est une réponse extrêmement forte.

Quant aux banques, nous avions dit qu'on ne laisserait aucun épargnant ruiné et qu'on ne ferait pas ce qui avait été fait avec Lehman Brothers, qu'on ne laisserait tomber personne. Et puis les modalités, on les a chacun analysées selon les contraintes de nos pays au fur à mesure des événements, mais sur le principe, j'affirme que nous avons respecté le principe qui a été posé au

début de la crise. Là il y a un principe. Quant aux modalités, nous nous réservons de voir les évolutions pour les calibrer. Disons qu'il y a une stratégie, c'est celle que nous avons fixé, et qu'il y aura une tactique en fonction des événements. La stratégie est claire et c'est cette stratégie que les marchés, les opérateurs et les différents intervenants doivent comprendre.
MME ANGELA MERKEL - Tout d'abord, dans la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement, il y a quelque chose de très spécifique qui a été établi, il y a deux choses et la meilleure possibilité est incontestable, la meilleure option c'est que la Grèce satisfasse à ses engagements et que les marchés soient convaincus que ces engagements seront réellement suivis d'effets. Et notre soutien politique à la Grèce signifie aujourd'hui que nous voulons encore renforcer cette approche. Et en même temps, la Grèce a fait la chose la plus importante pour moi à l'égard des marchés, très spécifiquement la Grèce a déclaré: « - 4% », BCE-Commission-Grèce disent -4% et la BCE et la Commission peuvent mensuellement, comme le Président de la République l'a dit, vérifier si les résultats sont au rendez-vous, si ces 4% sont au rendez-vous. Et là on atteint le résultat le plus important, c'est que les marchés auront confiance en la mise en oeuvre du programme par la Grèce. Cela c'est un premier point.
Sur le second point que vous avez évoqué, certes, nous devons toujours nous mouvoir dans le champ des traités, voilà pourquoi on a mis à ce point l'accent sur la nécessité pour la Grèce d'apporter sa contribution et que l'Union européenne et l'Eurogroupe apporteraient tout leur soutien pour les caisses d'épargne ou pour les banques. On n'a pas donné de l'argent à toutes les banques, on a mis en place une garantie générale pour les citoyens, cela a rassuré les marchés sans pour autant promulguer une loi et faire une mesure ad hoc pour chaque banque particulière.
LE PRESIDENT - Merci à tous.
MME ANGELA MERKEL - Merci